

L'Ambassadeur Directeur Général des Affaires Politiques au Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Etranger, M. Fouad Yazourh, a appelé, le samedi 22 mai 2021, à une enquête transparente pour jeter toute la lumière sur l'affaire du dénommé Brahim Ghali.

«Une enquête que nous espérons transparente devrait être menée pour jeter toute la lumière sur cette affaire», a dit M. Yazourh dans une déclaration à la presse, soulignant que cette enquête « risque de révéler de nombreuses surprises, notamment la complicité et l'ingérence de quatre généraux d'un pays maghrébin».

«Cette information semble vous surprendre, voire même choquante pour l'opinion publique espagnole, mais ne soyez pas surpris. Comme vous le savez, les services marocains sont parmi les plus performants», a dit le responsable, soulignant que davantage d'éléments seront dévoilés en temps opportun.

Il a, dans ce contexte, rappelé que lorsque le Maroc avait révélé dès le 19 avril que le dénommé Ghali était en Espagne, beaucoup y compris les médias et les autorités ont mis en doute cette information, avant de la confirmer 24 heures plus tard.

Par ailleurs, M. Yazourh a indiqué qu'au-delà du dommage causé au partenariat Maroc-Espagne, l'affaire du dénommé Ghali montre d'abord que l'Espagne a fait un choix entre, d'un côté, ses citoyens victimes de crimes abjectes et, de l'autre, un criminel responsable de la mort de plusieurs dizaines d'espagnols en plus de viols, de tortures et de disparitions.

En effet, a-t-il poursuivi, l'Espagne doit d'abord expliquer à sa propre opinion publique avant d'expliquer au Maroc les conditions, circonstances et complicités ayant mené à l'entrée frauduleuse de cette personne sur le territoire espagnol avec des documents falsifiés et une identité usurpée.

«Les espagnols ont le droit de savoir, d'autant plus les autorités et la classe politique espagnoles savent qu'il est poursuivi par des citoyens espagnols, auprès de juridictions espagnoles et pour des crimes en partie commis en Espagne», a-t-il insisté.